



EDITO

Faire investir les diasporas, le nouveau pari africain !

Avec la solidarité familiale des migrants institutionnalisée par des transferts financiers massifs et durables, l'heure est désormais à la mobilisation des investissements productifs et des compétences des diasporas pour le développement économique et humain des pays d'origine. En ligne de mire, la captation partielle des quelques 50 milliards USD d'épargne mondiale des migrants (1) en vue de revitaliser des économies nationales structurellement sous-financées et sous créatrices d'emplois. C'est là tout le sens de l'actuel « diaspora round » qui voit les stratégies publiques africaines et autres initiatives privées rehausser leurs niveaux d'ambition et peaufiner leurs dispositifs !

À ce stade, il est bon de rappeler que l'idée d'investir dans le pays d'origine est une disposition bien ancrée chez les migrants de la première génération, dont le passage à l'acte coïncide avec la phase de maturation économique. L'investissement productif au bénéfice de la famille constitue une forme d'aboutissement du devoir d'entraide, avec, en prime, la reconnaissance sociale unanime par la communauté d'origine. Ainsi et selon ce même schéma, bon nombre de microprojets familiaux ont vu le jour principalement dans l'agriculture et le commerce, sur les territoires d'origine des primo-migrants. Toutefois, l'investissement diasporique « roi », et par nature transgénérationnel, est et demeure l'immobilier ; le projet d'une vie qui répond à des logiques personnelles variées : fonctionnelles (pied-à terre pour les vacances, retraite...), spéculatives (investissements locatifs, plus-value...) ou patrimoniales (transmission aux enfants, ancrages des descendants...).

Des premières actions publiques peu concluantes mais éclairantes

Afin de dynamiser et d'orienter les investissements entrepreneuriaux vers des projets créateurs de valeur, des pays africains précurseurs (Maroc, Sénégal...) ont lancé dès la fin des années 2000, les premiers fonds publics d'investissement dédiés à la diaspora. Aujourd'hui et suivant l'avis même de leurs initiateurs, le « MDM Invest » au Maroc et le « FAISE » au Sénégal n'ont pas rempli leurs objectifs initiaux puisque trop peu de projets efficaces ont vu le jour (à peine une vingtaine par an) ! En cause, un manque d'expertises internes et des difficultés structurelles à sourcer les porteurs de projet, évaluer les bons projets et garantir les remboursements. Ces premières initiatives, quoique inabouties, ont toutefois permis des gains d'apprentissage utiles pour l'avenir ! Avec pour principaux enseignements...

La principale erreur consiste à surestimer le patriotisme des néo diasporas en considérant à tort que l'affectif détermine leur décision. Au contraire, aussi bien chez les élites que pour les majorités anonymes actives sur les réseaux sociaux, l'investissement dans le pays d'origine



répond désormais à une logique d'opportunité individualiste mise en œuvre aux prix d'un calcul des risques. Cela ne va pas sans dire que la dimension patriotique est occultée, mais secondaire dans la plupart des cas. On parle alors d'un « patriotic discount », une petite concession au nom de l'intérêt de la communauté d'origine.

L'impact est tout aussi dommageable si l'on considère qu'il suffit de servir des incitations exclusives à la diaspora pour que celle-ci se l'approprie aussitôt et réponde aux appels à investir. Comme le souligne Thameur Hemdane, PDG de la startup Afrikwity, la majorité dans les diasporas africaines ne dispose pas ou peu de la culture financière nécessaire pour assimiler et souscrire à des dispositifs qu'elle perçoit comme trop complexes, voire étrangers à leurs us et coutumes. Il y a par exemple une aversion culturelle pour l'endettement bancaire dans la plupart des grandes communautés commerçantes du Sahel et d'Afrique du Nord.

En définitive, pour gagner en impact et pérenniser les dispositifs actuels et à venir, les promoteurs ne peuvent plus faire l'économie du marketing et d'une connaissance plus fine de leur mosaïque diasporique. En termes de cas pratique, la « data intelligence » permet d'identifier les profils cibles des investisseurs « successful » de la diaspora et de conclure à des personae marketing, cibles prioritaires des actions à venir. De même, il est tout aussi possible de procéder au profilage stratégique de la diaspora par métier, région d'origine... afin de définir les orientations d'un fond d'investissement et favoriser ainsi une appropriation accélérée par la diaspora. C'est la démarche suivie par la Chine, l'Inde et la Turquie qui ont examiné et appréhendé les micro-réussites intracommunautaires en vue de fertiliser ces dynamiques par des politiques publiques. Ainsi est né le secteur de l'informatique en Inde, fondé par la diaspora indienne des USA profondément « geek » ; le dynamisme de l'export turc est l'œuvre d'une diaspora commerçante en Europe de l'Ouest, etc.

Le cas d'école nigérian

Les autorités du Commonwealth ont publié en avril 2018 une étude majeure (2) portant sur les motivations et freins en matière d'investissement dans les pays d'origine, auprès des principales diasporas africaines installées en UK. Les éclairages sont riches et transposables dans une certaine mesure aux dispositions actuelles des diasporas africaines en France. On y apprend notamment qu'en guise de principal frein : 43 % des sondés déclarent ne pas vouloir investir dans leur pays d'origine car ils jugent ne pas avoir assez d'informations sur les opportunités ; 39% déclarent ne pas avoir assez d'informations ni/ou suffisamment confiance dans les acteurs financiers sur place. Des données qui tendent à démontrer l'importance des médias et de l'information économique dans la chaîne d'engagement des diasporas.

La communication affinitaire est précisément à la base de la réussite retentissante en juin 2017 du premier « diaspora bond » africain, œuvre du Nigéria. La levée de 300 millions USD en une journée, auprès de la diaspora nigériane aux USA et UK, est un véritable coup de maître qui traduit une préparation bien pensée. La recette repose sur un mix d'atouts gagnants savamment construits :

- Ciblage stratégique sur deux diasporas (US et UK) déjà fortement pourvoyeuses de transferts financiers (8 Mds/an) et dotées d'un bon niveau de culture financière



- Agrément de l'emprunt obligataire par les très exigeantes autorités financières des US et UK pour gagner la confiance de la diaspora (en plus de la garantie souveraine par l'Etat Nigérian)
- Distribution par des banques privées dans les deux pays cibles
- Communication d'influence impliquant les leaders d'opinion communautaires
- Transparence sur l'utilisation des fonds utilisés
- Conditions financières attractives

Les débuts contrariés de la fintech et du crowdfunding

En matière de mobilisation économique des diasporas, la fintech sera ce que l'internet a été pour l'industrie du tourisme ! Encore faut-il lever les nombreux obstacles structurels et autres résistances au changement, qui pour l'heure privent le continent de ce levier majeur. En effet, le retard accumulé par le lancement du financement participatif sur le continent est édifiant alors que ce mode de financement constitue, de l'avis de nombreux analystes, une alternative sérieuse aux systèmes de financement formels et informels (tontines...) en vigueur. Ainsi et selon les prédictions de la banque mondiale à l'horizon 2025, le crowdfunding pourrait atteindre 2,5 Mds USD en Afrique et 130 Mds au niveau mondial. Pour l'heure, aucun pays africain n'a encore adopté de législation autorisant le financement participatif ; le Maroc étant dans la dernière ligne droite parlementaire quand la plupart des pays anglo-saxons (Nigéria, Kenya, Afrique du Sud...) ont préféré opter pour un environnement de type « sandbox » où le promoteur est autorisé à exercer en mode précaire en parallèle à l'élaboration du cadre réglementaire !

L'avenir passe par les communautés d'intérêt

On l'a vu... Il faut mettre à niveau les écosystèmes vers plus de transnationalité, libérer les énergies nouvelles (fintech...), mieux connecter les talents avec les opportunités (médias, communication affinitaire, marketing territorial...), mais les stratégies publiques doivent surtout investir les nouveaux territoires d'opportunités de la « diaspora 4.0 » où s'organisent les majorités silencieuses et se cultivent les projets de demain.

L'avenir appartient plus que jamais à ceux qui seront capables de structurer et animer des communautés digitales et physiques. Les réseaux sociaux constituent une opportunité inouïe pour identifier et animer des cibles d'investisseurs, clients, influenceurs... Un pays peut aisément développer via Facebook ou LinkedIn, des communautés d'intérêts de chefs d'entreprise, professions libérales (médecins, avocats...) issues de la diaspora. Ceux-là même qui seront susceptibles d'investir (et de s'investir) dans des projets à forte création de valeur (énergies, santé, NTIC...).

Certes, des réseaux physiques de Business Angels commencent à se structurer en Afrique (Afrique Lagos Angel Network, Cairo Angels...) et dans la diaspora (Club Effcience, Africangels...) mais ils pèsent encore trop peu en termes d'engagements. À ce titre, l'initiative « Effcience Africa Fund » du club éponyme, premier fonds alimenté par les diasporas africaines en France pour soutenir les PME africaines, est une première à saluer ! Certes, l'objectif de lever 50 millions d'euros soit 100 000 investisseurs par an nous semble audacieux compte tenu de la profondeur du marché,

ANIMA Investment Network

11 bis, rue Saint Ferréol – 13001 Marseille – France

Tel. : +33 (4) 96 11 67 60

info@diafrikininvest.com

www.diafrikininvest.com



Projet
financé par
l'UNION EUROPÉENNE



mais cette belle initiative a le mérite de faire bouger les lignes et constitue assurément un bon test de potentiel pour l'avenir !

Enfin et surtout, n'oublions pas que l'Afrique continue à subir les frais de transferts financiers les plus élevés au monde ! À titre indicatif, une réduction de 1% des frais sur le corridor France/Afrique libérerait 100 millions d'euros par an, soit un beau pactole pour continuer à grandir... « Aller doucement, n'empêche pas d'arriver » ! (proverbe ivoirien)

***Études citées :**

(1) Estimation 2017 - source Banque mondiale

(2) « Understanding the Investment Potential of the Commonwealth Diaspora - Results of the Commonwealth Diaspora Investor Survey » -

<https://thecommonwealth.org/sites/default/files/inline/Understanding%20the%20Investment%20Potential%20of%20the%20Commonwealth%20Diaspora.pdf>

Samir Bouzidi,

Expert en Ethnomarketing et spécialiste international en mobilisation des diasporas africaines - bs@allobledi.tn

ANIMA Investment Network

11 bis, rue Saint Ferréol - 13001 Marseille - France

Tel. : +33 (4) 96 11 67 60

info@diafrikininvest.com

www.diafrikininvest.com



Projet
financé par
l'UNION EUROPÉENNE



À propos de Diafrikinvest

Le projet Diafrikinvest a pour ambition d'accélérer et d'accompagner la mobilisation des hauts talents, des entrepreneurs et des investisseurs de la diaspora pour dynamiser les relations d'affaires entre l'Europe, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie, et ainsi contribuer au développement économique. Le projet est mis en œuvre, pendant trois ans (2016-2019), dans le cadre du Dialogue Euro-Africain sur la Migration et le Développement (Processus de Rabat) qui rassemble plus d'une cinquantaine de pays le long de la route migratoire ouest-africaine. Il est cofinancé, à hauteur de 90%, pour un montant de 2 millions € par l'Union européenne pour soutenir les engagements pris dans la Déclaration de Rome qui initie une nouvelle phase du processus de Rabat en renforçant les synergies entre migration et développement. Diafrikinvest est coordonné par ANIMA Investment Network, dans le cadre d'un consortium constitué de 6 partenaires et 1 associé. www.diafrikinvest.com

À propos de l'Union européenne

L'Union européenne est constituée de 28 États membres qui ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, durant une période d'élargissement de plus de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne est déterminée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières. www.europa.eu



Octobre 2019

ANIMA Investment Network

11 bis, rue Saint Ferréol - 13001 Marseille - France

Tel. : +33 (4) 96 11 67 60

info@diafrikinvest.com

www.diafrikinvest.com



Projet
financé par
l'UNION EUROPÉENNE